

**Union européenne - Brexit -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes avec "RTL"**
(Paris, 15 novembre 2018)

Q - Bonsoir Nathalie Loiseau. Theresa May a défendu son accord sur le Brexit au parlement britannique tout à l'heure en conférence de presse. S'il n'y a pas d'accord, ce sera donc un retour à la case départ dit-elle ce soir. Elle défend son accord, "le meilleur pour mon pays". Elle est plus que jamais sur un siège éjectable, avec des ministres qui démissionnent. Pour commencer, Madame la Ministre, craignez-vous que les députés britanniques rejettent cet accord ?

R - Je ne vais pas intervenir dans la politique intérieure britannique mais je constate deux choses.

D'une part l'Union européenne, on voit ce qu'on lui doit au moment où on la quitte, et beaucoup de Britanniques s'aperçoivent aujourd'hui de tous les avantages qu'ils tiraient de leur appartenance à l'Union européenne. D'autre part, pendant toute la négociation menée avec beaucoup de talent et d'engagement par Michel Barnier, les 27 Etats membres de l'Union européenne sont restés beaucoup plus unis que les membres du gouvernement britannique.

Q - Les membres du gouvernement britannique partent les uns après les autres : est-ce compliqué pour l'Union européenne et pour la France s'il y a une explosion du gouvernement May ?

R - Ce que nous souhaitons, c'est qu'il puisse y avoir un bon accord de retrait. Le retrait britannique, nous le regrettons, ce n'est pas une décision que nous aurions souhaitée, mais nous le respectons et nous nous sommes donné de la peine pour organiser un retrait ordonné du Royaume-Uni, en protégeant les intérêts des citoyens français et des entreprises françaises. Aujourd'hui, notre responsabilité, celle de ce gouvernement, c'est d'être prêts pour tous les scénarios et tous les cas de figure.

Q - Donc vous préparez le "no deal ".

R - Nous préparons aussi le "no deal ". Nous souhaitons un bon accord et c'est là-dessus que nous avons mis toute notre énergie, mais j'étais ce matin avec le Premier ministre à Dunkerque pour nous assurer que nous sommes prêts, en cas d'absence d'accord, à rétablir des contrôles douaniers et des contrôles sanitaires à l'entrée sur le territoire français, sans pour autant porter atteinte à la fluidité de la circulation des personnes et des marchandises entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, que nous souhaitons conserver bien sûr.

Q - Pour conclure, les pro-Brexit durs estiment qu'avec le texte de Theresa May, le Royaume-Uni restera soumis aux règles de l'Union européenne, tout en n'ayant plus aucun pouvoir. Ce texte qu'elle est obligée de proposer et avec lequel elle a beaucoup de mal, c'est quand même une victoire de l'Europe puisque manifestement, on garde les règles sauf qu'ils n'ont plus aucun pouvoir.

R - Non, c'est une caricature faite par des brexiteurs durs dont je regrette que depuis le début, ils fassent de la politique politicienne. J'admire les députés qui ont lu, dans la nuit semble-t-il, les 585 pages du projet d'accord - moi je l'ai fait, mais parce que c'est ma responsabilité - et je constate que beaucoup disent à peu près n'importe quoi sur ce projet d'accord.

Q - Pour vous, ce projet est bon n'est-ce pas ?

R - Ce projet concerne le retrait du Royaume-Uni, nous ne sommes pas encore dans la relation future. Ce projet, nous sommes en train de l'étudier, éventuellement de l'affiner encore à la marge. Il y a peut-être encore quelques éléments qui méritent d'être précisés, mais en tout cas, il permet aux Britanniques de sortir dans de bonnes conditions. C'est à eux de décider comment ils sortent, avec ou sans accord, mais dans tous les cas de figure, nous devons défendre l'Union européenne, défendre nos citoyens et défendre nos entreprises. C'est ce que nous faisons./.